

# Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'issue de son voyage officiel en URSS, sur les relations franco-soviétiques, la coopération spatiale et les droits de l'homme, Baïkonour le 26 novembre 1988.

Je vais procéder devant vous à une conclusion générale et rapide des réunions qui viennent de se tenir à Moscou au cours de la journée d'hier et ce matin et nous pourrons ensuite, si vous le voulez bien, nous attarder un moment sur ce qui se passe actuellement, en votre compagnie, à Baïkonour.

- J'ai rencontré M. Gorbatchev pendant un peu plus de 7 heures d'entretien, temps suffisant pour aborder les principales questions. Cette conversation prolonge une habitude prise depuis 1985, en 1985 une dizaine d'heures d'entretiens, en 1986 tout autant, dans le cadre de deux visites d'Etat.

- M. Gorbatchev avait en effet effectué en France son premier voyage d'Etat en Occident. J'avais pu lui rendre cette visite l'année suivante. Nous ne nous étions pas rencontrés depuis lors.

- Notre conversation a tourné autour de cinq thèmes.

- Le premier : travaillons au désarmement dans les domaines qui sont nôtres en l'occurrence pour l'Union soviétique et la France, le désarmement conventionnel et le désarmement chimique, étant entendu que les problèmes de désarmement nucléaire nous intéressent certes, mais que la France ne se mêlera à des conférences diplomatiques que le jour où seraient remplies les conditions que j'ai évoquées en 1983 aux Nations unies.

- Deuxième thème : échangeons. Il s'agit là de nos relations économiques, commerciales, techniques, culturelles, bref de la panoplie entière des échanges humains possibles et imaginables.

` Suite sur le bilan du voyage `

- Troisièmement, dans la mesure où nous pouvons nous attaquer à une certaine forme de construction de l'Europe, de part et d'autre de la division actuelle, recherchons les termes qui échappent à l'impératif politique et diplomatique actuel, pour ne pas dire militaire. Ce domaine est vaste. J'ai pu en parler au Président du Presidium Suprême. Lui-même a fait ses suggestions sur les nombreuses questions qui peuvent contribuer à édifier l'Europe et qui échappent par nature aux frontières : l'environnement par exemple £ les problèmes touchant à la biosphère £ certaines formes de technologie, la biologie végétale, animale et particulièrement humaine £ la génétique £ la lutte contre les grandes contagions ou les maladies les plus dangereuses pour l'humanité £ l'audiovisuel, forme essentielle de culture mais où l'insuffisance de production européenne par rapport aux besoins d'écoute est presque dramatique.

- N'est-ce pas l'occasion d'unir les moyens et les ressources des cultures européennes plutôt que de n'avoir à faire qu'à la culture américaine et à la technologie japonaise ? J'ai, à cet égard, proposé, et cela a été accepté, que M. Gorbatchev pût voir au début de l'année prochaine les images de la haute définition qui donne dès aujourd'hui aux images de la future télévision une dimension et une qualité très supérieures à ce que l'on connaît en raison d'une norme qui vaut peut-être plus que les deux normes concurrentes.

- J'ai dit à M. Gorbatchev "vous avez raison de vouloir bâtir une maison commune - l'Europe -

puisque nous sommes Européens vous et moi, c'est une belle idée mais moi je voudrais bien en meubler les étages parce que les maisons vides, ce n'est pas très intéressant. M. Gorbatchev avait lui aussi bien des choses à proposer pour que la maison fût remplie. Enfin, nous avons approfondi ce sujet. J'ai donc dit : faisons l'Europe que nous pouvons faire dans les circonstances réelles d'aujourd'hui, notamment les relations entre la Communauté et le Comecon.

- Quatrièmement, veillons à prendre une part plus importante au développement dans le monde.

- Enfin, cinquième point, protégeons la nature, notre environnement naturel : nous en sommes responsables.

- Voilà les cinq thèmes sur lesquels nous avons décidé de pousser nos investigations et de préparer de futurs accords. De ce point de vue, une plus grande régularité des rencontres a été décidée. On pense à un sommet annuel et à deux rencontres annuelles des ministres des affaires étrangères sur ce terrain-là car ils se rencontreront plus souvent.\

Quant aux relations bilatérales proprement dites si on veut s'en tenir à l'actualité immédiate, vous savez que sept ministres français étaient présents avec moi à Moscou et une dizaine de grands industriels. Il y a eu entre eux et leurs homologues des séances de travail extrêmement denses particulièrement ce matin avec M. le Premier ministre, M. Richkov. C'est ainsi qu'a été mis au point un programme de travail, un calendrier de rencontres ministérielles jusqu'à la visite de M. Gorbatchev à Paris dans la première moitié de l'année prochaine.

- MM. Rausch, Nallet, Fauroux, Chevènement se rendront à Moscou d'ici peu. Plusieurs ministres soviétiques viendront à Paris.

- M. Mikhaïl Gorbatchev, faut-il le répéter, sera à Paris dans la première moitié de l'année et M. Richkov est invité par le Premier ministre français, Michel Rocard, pour le deuxième semestre 1989. La grande Commission franco-soviétique se tiendra à Paris les 16 et 17 février sous la présidence de M. Bérégovoy. Les manifestations du bicentenaire de la Révolution française seront l'objet de plusieurs échanges.

- De même au cours de ces heures ont été préparés cinq accords. Un accord culturel, scientifique, technique aux termes duquel sera ouvert un centre culturel français à Moscou.

- Deuxièmement un accord sur la protection et l'encouragement réciproques des investissements £ troisièmement, sur des échanges de jeunes - au moins un millier de jeunes chaque année au point de départ - £ sur l'accès réciproque aux archives. C'est un point plus important qu'il n'y paraît £ sur la prévention des accidents de haute mer en référence à des événements précis et pour prévenir d'éventuelles difficultés futures.

- D'importants accords économiques ont également été signés au cours de ce voyage : M. Gandois, le Président de Péchiney pour la construction d'une usine d'emballage - la plus importante société mixte et franco-soviétique créée à ce jour : un milliard de francs approximativement d'investissements - £ M. Haberer, Président du Crédit Lyonnais au nom d'un pool bancaire français : un protocole pour l'octroi de crédits d'un montant à définir.\

` Suite sur les accords `

- Sur le plan scientifique, une série d'accords dont l'intérêt paraîtra évident surtout en cette salle et en ce lieu. La coopération spatiale franco-soviétique date de 22 ans. Eh bien, c'est une occasion nouvelle de la renforcer ! Un protocole d'accord a été signé hier entre les ministres français, du côté français, MM. Quiles et Curien et du côté soviétique, le Président de l'Académie des Sciences, M. Martchouk. Cet accord prévoit la réalisation dans les prochaines années d'un programme scientifique mettant en oeuvre des instruments français à bord des infrastructures orbitales soviétiques. L'accord prévoit déjà une périodicité de visites de cosmonautes français pour des missions au moins d'un mois, c'est-à-dire que l'expérience d'aujourd'hui sera répétée selon une périodicité qui reste à établir que l'on pourrait estimer environ à deux ans.

- D'autre part, il a été réaffirmé l'intérêt mutuel que nous portons les uns et les autres à une participation française au programme soviétique exploration de la planète Mars.

- Autres sujets de coopération scientifique que je vous cite rapidement, avant d'en terminer : l'étude de l'environnement du globe par des moyens spatiaux et terrestres, c'est un grand sujet scientifique du moment qui appelle des recherches extrêmement poussées dans de nombreuses

disciplines et de même une coopération scientifique sur les recherches en matière de génome humaine et de cartes génétiques.

- D'autres domaines s'ouvrent dans le domaine pétrolier et dans le domaine nucléaire, production, énergie nucléaire, exploration, production de pétrole, etc.. C'est M. Gorbatchev qui disait hier au cours de notre réunion de travail "moins de papier et plus de décisions". Difficile de ne pas lui donner raison. Donc, il y aura plus de décisions et plus d'actions. La grande commission qui se réunira, comme je vous l'ai dit, en février prochain sera l'occasion d'en faire la démonstration. Voyez des chantiers ouverts, d'autres qui s'ouvrent, il n'y en n'a pas qui se ferment.\

On a parlé des droits de l'homme. J'ai moi-même rencontré ce matin 5 ou 6 personnalités militantes en Union soviétique. Et d'autre part, nous en avons parlé très librement M. Gorbatchev et moi. Il s'agit dans ce domaine comme dans les autres, d'adopter une démarche conforme aux engagements que nous avons pris et qui sont signifiés par les accord d'Helsinki.

- Je ne terminerai pas sans remercier M. Gorbatchev, mais aussi les hautes autorités soviétiques qui nous ont reçus avec beaucoup de cordialité et d'efficacité, notamment M. le ministre des affaires étrangères ici présent, monsieur Chevarnadze. Et les remerciant, je remercie en même temps le peuple russe, le peuple soviétique, celui de Kazakhstan, de la ville de Leninsk une ville bâtie pour la circonstance, qui comporte déjà plus de 100000 habitants. Nous sommes là parmi les ingénieurs, les experts, les techniciens, et tout ce qui tourne autour. C'est une grande réalisation soviétique. Maintenant, mesdames et messieurs, je vous écoute si vous avez des questions à me poser ?\

QUESTION.- Vous avez vu Jean-Loup Chrétien juste avant son départ, il y a beaucoup de technologie, est-ce qu'il y avait également beaucoup d'émotion ?

- LE PRESIDENT.- Oui en effet, une technologie très poussée, technologie française en particulier. Je suis bien obligé par réflexe national de le noter, avec plaisir mais technologie soviétique bien sûr dont vous connaissez l'efficacité, et beaucoup d'émotion c'est sûr. Pouvoir voir, parler avec cet équipage, ces hommes qui vont vivre cette grande aventure, l'aventure des pionniers, cela me faisait quelque chose. Je crois que c'est le fils du général Chrétien qui a le mieux exprimé nos sentiments en peu de mots très simples, sans attendrissement inutile, mais avec au dedans de soi-même l'émotion qu'on devine. Et j'ai été frappé, il faut le dire aussi, par la force qui se dégageait du commandant Volkov et de l'ingénieur Krikalev, hommes résolus et heureux d'accomplir leur mission.\

QUESTION (journal égyptien).- Monsieur le Président, vous-même et M. Gorbatchev ont avancé cette idée de créer un Comité préparatoire en vue de convocation de la Conférence internationale pour le Proche-Orient en vue de régler les problèmes qui s'y posent, vous êtes de nouveau à Moscou, quels progrès ont été accomplis en vue de la convocation de cette conférence, de la création de ce comité préparatoire ? Monsieur le Président, estimez-vous que la récente décision prise par le Conseil national du mouvement palestinien a constitué encore à court temps en vue de réalisation de cette lutte et quels progrès ont été accomplis pour atteindre les obstacles qui se trouvent sur ce chemin.

- LE PRESIDENT.- Vous m'excuserez, monsieur, mais on ne peut pas faire ici un exposé général sur le problème palestinien, et le conflit dans le Proche-Orient. Donc je répondrai simplement à quelques questions actuelles. D'abord la Conférence internationale a été proposée par moi-même, et de son côté, par M. Gorbatchev. Nous avons eu l'occasion d'en parler. Vous l'avez vous-même rappelé en 1985 et 1986. Nous étions d'accord pour une conférence et également sur cette procédure de préparation en y mêlant les 5 membres permanents du Conseil de sécurité. La réponse ne dépend plus de nous, mais de ceux qui jusqu'alors non pas dit oui.

- Deuxièmement, est-ce que la proclamation de l'Etat palestinien, le résultat des travaux du Conseil national palestinien, apportent un élément nouveau, important même ? L'adoption par ce Conseil des résolutions des Nations unies, notamment la résolution 242, 338, etc... marque la reconnaissance d'une situation conforme aux conditions déposées par les Nations unies. Non pas pour reconnaissance, mais pour débloquer le problème en question. Je l'ai déjà dit moi-même dans des déclarations récentes.\

QUESTION (Dominique Garraud - Libération).- Vous avez parlé avec M. Gorbatchev du problème du désarmement, je voulais savoir dans le domaine conventionnel, est-ce que vous avez l'impression que la position soviétique évoluait favorablement dans le sens de la demande occidentale d'une réduction asymétrique de l'armement conventionnel ?

- LE PRESIDENT.- Le progrès est dans le fait qu'il semble qu'aujourd'hui les partenaires en question soient bien décidés à engager la négociation, et ce thème en fait partie. C'est maintenant aux ministres des affaires étrangères et aux diplomates de s'emparer de ce sujet. Ce qui était très important c'était le déblocage, il faut permettre maintenant à la négociation sur ce terrain-là de sortir des simples pétitions de principe. Nous en sommes là et le problème d'asymétrie est naturellement posé. Il appartient aux négociateurs de débrouiller ce problème. Mais le fait que tous aient accepté la perspective du travail des ministres des affaires étrangères montre qu'il y a en effet des blocages. Tel est le diagnostic que l'on peut exprimer à l'heure où je m'exprime.

QUESTION.- (inaudible).

- LE PRESIDENT.- Je crois qu'il faut inverser la question. D'abord l'Union soviétique en la personne de M. Gorbatchev est venue à Paris en 1985. La France, en ma personne est allée à Moscou en 1984 et en 1986. Assez longtemps, plus tard, des représentants des autres pays que vous citez, sont venus à Moscou. Voilà comment il faut poser le problème. Conclusion, est-ce que vous pensez que ces pays, très sympathiques d'ailleurs, réussissent à rétablir l'égalité ? Je ne peux pas conclure, je n'en sais rien. Mais je ne me lance pas dans ce genre de concurrence. Tant mieux si les grands pays d'Europe et les petits établissent avec l'Union soviétique de meilleures relations. Je ne pense pas qu'il soit utile d'épiloguer davantage sur ce point.

- En revanche pour ce qui n'est pas essentiellement d'initiative gouvernementale c'est vrai que la France a rattrapé un retard dans les échanges commerciaux. Cela tient pour beaucoup au fait que nos entrepreneurs ont besoin de s'adapter à son nouveau marché. Ce que je vous dis là vaut pour beaucoup d'autres pays car je voudrais bien voir nos exportations s'accroître un peu partout dans le monde. Cela n'empêche pas que la France se trouve toujours en quatrième position comme pays exportateur du monde, après l'Allemagne, les Etats-Unis et le Japon, avant la Grande-Bretagne.

QUESTION.- Quel changement réel concret vous avez trouvé depuis dans notre pays ? Question posée par l'ensemble d'un groupe de journalistes soviétiques est la suivante : vous êtes venu en URSS en visite officielle la dernière fois en 1986, avez-vous observé lors de la présente visite des changements importants ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas fait une visite suffisamment longue pour juger sur le terrain. Si je me fie d'une part aux déclarations et aux actes des autorités soviétiques autour de la pérestroïka et du glasnost, il est évident qu'au cours de ces deux années une ouverture très importante a été organisée et voulue par l'Union soviétique. Je crois que cela peut être constaté par chacun. Les résultats de cette politique-là sont sans doute variables selon les terrains sur lesquels ils s'exercent. C'est un événement considérable de l'histoire contemporaine, mais je vous en laisse juge.

QUESTION.- Monsieur le Président, question du correspondant des Izvestia, vous avez dit que les vols communs franco-soviétiques auraient lieu maintenant avec une périodicité d'une fois tous les deux ans, est-ce que ceci se fera sur une base commerciale ou sur une base compensatoire comme cela a été le cas cette fois ?

- LE PRESIDENT.- Je craindrais de me hasarder car je n'étais pas présent à la discussion qui s'est engagée sur ce terrain-là. Mais j'ai le sentiment qu'on va vers le plus, plutôt que vers le moins. Cette périodicité montre par elle-même que nous avons entrepris toute une série de programmes puisque désormais les cosmonautes français seront conduits à répéter les expériences de 1982 et de 1988, cette fois-ci d'une façon régulière avec des échanges de technologies et de matériels. La seule idée de périodicité montre bien que cela doit aller dans les deux domaines que vous indiquez vers le progrès.

QUESTION (Bernard Gianetto, A.P.).- C'est à propos des droits de l'homme, vous avez abordé

cette question d'une façon très libre avec M. Gorbatchev, je voulais savoir...

- LE PRESIDENT.- Nous avons parlé de ces problèmes de droits de l'homme avec M. Gorbatchev, mais est-ce que je peux aller plus loin dans les précisions ? Aujourd'hui, le problème des droits de l'homme est posé à l'intérieur de chaque pays souverain, mais naturellement intéresse tous ceux qui considèrent qu'il s'agit là d'un domaine qui dépasse les frontières pour intéresser le genre humain. Sur un plan diplomatique le problème se pose au travers de l'application des accords d'Helsinki et les accords d'Helsinki comportent des définitions précises sur le droit des personnes. Le problème est à travers les conférences de continuation et de mise en application des accords d'Helsinki de progresser dans ce sens. Vous savez qu'il y avait trois volets, et le troisième volet en question c'était précisément les droits de l'homme.

- L'idée a été lancée de conférences successives dans la ligne de la CSCE, sur la dimension humaine, on a parlé de Paris l'an prochain, de Copenhague ensuite, de Moscou ensuite. C'est le sujet en discussion. Mais bien entendu si l'on veut parler droits de l'homme avec les partenaires d'Helsinki, il faut parler avec l'Union soviétique et l'Union soviétique doit parler avec nous. Il y a des problèmes de législation interne, constitutionnelle ou de réglementation qu'il faudra harmoniser.

- Je remercie particulièrement les autorités locales qui ont bien voulu nous offrir ces locaux et nous montrer ce que nous avons vu.\